

## CITIZEN



PHOTO : ASTM

Marco Gandarillas est sociologue, et directeur du Centre de documentation et d'information de Bolivie (CEDIB). Lors d'une conférence qui s'est déroulée au Centre d'information Tiers Monde (Citim) à Luxembourg ce mardi, il a expliqué comment les entrepreneurs du secteur agro-industriel arrivent à prendre possession des terres indigènes pour agrandir leurs plantations.

BOLIVIE

## « Il faut faire appliquer la Constitution »

Entretien : Anina Valle Thiele (traduction depuis l'espagnol : David Wagner)

**En visite à Luxembourg à l'occasion d'une conférence organisée cette semaine par l'Action solidarité Tiers Monde (ASTM) dans le cadre de la campagne « La grande braderie des terres », le sociologue bolivien Marco Gandarillas évoque la problématique causée par l'industrie agricole.**

**woxx :** *Quel impact la crise mondiale a-t-elle sur la Bolivie ?*

**Marco Gandarillas :** La situation est complexe. Moi, je ne peux que vous parler que du point de vue des couches populaires paupérisées. Les impacts sont importants, mais l'effet le plus important est celui des prix des produits alimentaires, ce qui a des conséquences immédiates sur la population. Malgré de nombreux moyens mis en oeuvre par le gouvernement pour subventionner l'importation de certains aliments, principalement la farine de blé, qui vient par exemple des Etats-Unis ou d'Argentine, les prix ont sensiblement augmenté. C'est un véritable problème car la majorité des dépenses de la population pauvre est justement destinée à l'achat de ces aliments.

**Quelle est votre opinion à propos de la politique actuelle relative aux hy-**

**drocarbures ? Selon une présentation que vous avez faites, 61 pour cent des hydrocarbures se trouvent dans les mains de Petrobras et 22 pour cent dans celles de Repsol. Est-ce une preuve de l'exploitation des ressources par l'étranger ?**

Tout à fait. Et le problème principal, c'est que nous exportons du gaz naturel et que ces entreprises en contrôlent l'exportation. Mais nous importons également des hydrocarbures produits par du pétrole que nous n'avons presque pas. L'importation majeure est le diesel qui est utilisé dans les transports lourds comme les camions ou les autobus. Le diesel est subventionné et cela constitue un coût énorme pour l'Etat. Pareil pour l'essence et le gaz de cuisine. La balance commerciale est ainsi complètement déséquilibrée. Nous vivons dans l'absurdité d'un pays qui est riche en ressources mais qui se voit contraint d'importer ce qu'il exporte.

**Quel rôle joue le génie génétique et quelles en sont les implications pour les paysans ?**

C'est un sujet complexe et sur lequel nous ne disposons pas de connaissances absolues. D'un point de vue scientifique, il n'est pas possible

d'avoir une opinion tranchée. Mais on peut dire que les effets de l'introduction de semences et de cultures génétiquement modifiées sont multiples. Avec plus de 1.200.000 hectares de superficie, le soja est la principale culture. Cette culture est transgénique à 99 pour cent. Bien que nous soyons pas certains des effets que ces cultures pourraient générer, une loi légalisant les OGM et datant de l'année passée a été adoptée.

**« La production de soja occupe des sols qui pourraient être destinés à la production d'aliments pour nourrir le pays. »**

Par contre, d'autres pays, le Pérou en tête, ont déclaré un moratoire de dix années afin d'étudier les effets qu'ils pourraient produire. Légaliser les OGM constitue à nos yeux un mauvais signal et surtout la preuve du pouvoir que détiennent les grands groupes économiques. La Bolivie est devenue le pays d'origine d'un grand nombre de variétés d'aliments comme le quinoa, que vous pouvez trouver dans beaucoup de restaurants en Europe.

Celui-ci est souvent originaire de Bolivie. Ces entreprises introduisent en fait du transgénique dans le soja afin de l'étudier et de l'étendre à d'autres variétés, le quinoa par exemple, afin d'en produire massivement.

**La production de soja constitue-t-elle donc une menace pour la souveraineté alimentaire ?**

Evidemment. La production de soja occupe des sols qui pourraient être destinés à la production d'aliments pour nourrir le pays.

**La Constitution prévoit la protection de l'environnement et des ressources naturelles. Cela devrait avoir des conséquences positives. Pouvez-vous en citer quelques exemples ?**

Comme nous disons en Bolivie, nous avons beaucoup de lois, mais nous ne nous y tenons pas. De la Constitution, qui est le cadre général, découlent un grand nombre de droits, par exemple la sécurité et la souveraineté alimentaires. Mais malheureusement, il n'existe pas de réelle volonté de les faire appliquer.

**Quelques ONG internationales ont été expulsées du pays. Pensez-vous que c'est une bonne chose pour le développement économique du pays ?**

Il y a notamment l'ONG USAID, l'agence de coopération nord-américaine qui a été expulsée. Je pense que la « coopération » des Etats-Unis, de l'USAID en l'occurrence, était très néfaste pour le pays. L'exemple le plus flagrant est qu'elle générât une grande dépendance envers le blé états-unien à travers les dons alimentaires pendant les années 1950. Pendant 20 ou 30 années, ces donations ont éradiqué tous les petits producteurs de blé.

**Quelles sont à vos yeux les perspectives de la politique d'Evo Morales (président de la Bolivie, ndlr) ?**

Nous aurons bientôt de nouvelles élections. Je pense que la société civile entend que la Constitution soit réellement appliquée, car beaucoup d'énergie et d'espoirs ont été investis en elle. L'espoir par exemple qu'elle constitue un moyen de transformation pacifique des structures du pays. Dans les années 1990, l'Etat était déficitaire, le pays était pauvre, mais désormais nous détenons les moyens pour transformer les structures économiques, productives et environnementales du pays.